

EHB
IFFP
IUFFP

EIDGENÖSSISCHES
HOCHSCHULINSTITUT
FÜR BERUFSBILDUNG

INSTITUT FEDERAL
DES HAUTES ETUDES
EN FORMATION PROFESSIONNELLE

ISTITUTO
UNIVERSITARIO FEDERALE
PER LA FORMAZIONE PROFESSIONALE

UN ARRÊT EN FORMATION PROFESSIONNELLE, ET APRÈS?



TABLE DES MATIÈRES

Personne de contact:
Barbara Duc
téléphone +41 21 621 82 78
barbara.duc@iffp-suisse.ch

Introduction	4
Le contexte de la recherche	5
Quatre ans après l'arrêt: Une photographie de la situation des jeunes	6
Des parcours hétérogènes et non linéaires	9
L'impact de l'arrêt sur les parcours	11
Les réseaux mobilisés par les jeunes	15
La centralité du travail malgré tout	18
Une épreuve d'initiation	19
Accompagner et faciliter les parcours consécutifs à un arrêt	20
Conclusion	23

IMPRESSUM

Ce document est édité par

Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP)
Av. Longemalle 1, 1020 Renens

Conception

Barbara Duc, Marine Jordan, Nadia Lamamra

Illustrations

Mix & Remix, 2008, Céline Perrin, 2013

Mise en page et imprimeur

s+z:gutzumdruck, Brig-Glis

Tirage

2500 exemplaires
Lausanne, mars 2013

Cette brochure présente les principaux résultats du deuxième volet d'une recherche portant sur les arrêts prématurés d'apprentissage, conduite à l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP). Le premier volet¹⁾, mené entre 2006 et 2009, visait à mieux comprendre ce qui se passe lors d'un arrêt d'apprentissage et la manière dont les apprenti-e-s le vivent. Le deuxième volet, mené entre 2010 et 2012 par Nadia Lamamra et Barbara Duc, avec la collaboration de Marine Jordan, a consisté à reprendre contact avec les apprenti-e-s interviewé-e-s précédemment et à effectuer un suivi longitudinal.

En mettant l'accent sur la parole des jeunes, cette étude cherche à connaître la situation des jeunes trois à quatre ans après l'arrêt d'apprentissage et à mieux comprendre les parcours empruntés depuis leur arrêt. C'est aussi l'impact de l'arrêt sur la suite de leur parcours qui est au cœur des réflexions.

Cette brochure s'adresse aux différent-e-s acteurs et actrices de la formation professionnelle, aux apprenti-e-s ainsi qu'à leurs parents. Elle vise à les sensibiliser à l'impact d'un arrêt d'apprentissage sur le parcours de formation et de transition, mais aussi à le relativiser.

Seront présentés ici les principaux résultats de l'étude: la situation des jeunes trois à quatre ans après l'arrêt, l'hétérogénéité et la complexité des parcours suivis, la souffrance relative à l'impact de l'arrêt, les réseaux que les jeunes mobilisent ainsi que la place centrale qu'elles et ils accordent au travail malgré leurs difficultés. Des pistes d'action seront finalement proposées.

1) Ce volet a fait l'objet d'une première brochure conçue par Lamamra, N., Masdonati, J. et Sisto, L.: «Arrêter une formation professionnelle: entre rêve et cauchemar» en 2010. www.iffp-suisse.ch/fr/rechercheetdeveloppement/axesderecherche/Pages/projektetails.aspx?entityid=6

Notre premier défi a été de retrouver les 46 jeunes interviewé-e-s entre 2006 et 2007. Tout en privilégiant l'entretien, plusieurs méthodes ont été adoptées afin de rassembler des informations à propos du plus grand nombre de jeunes: des entretiens (16), des questionnaires (6) et un suivi de dossiers administratifs (20)²⁾. Des informations ont pu être rassemblées à propos de 42 jeunes.

Notre deuxième défi a été de traiter ces données hétérogènes. Pour certain-e-s jeunes (16), nous avons à notre disposition des informations détaillées sur leur situation, leur parcours ainsi que sur la façon dont elles et ils ont vécu la période après l'arrêt. Pour d'autres (6), nous disposions seulement d'informations factuelles sur leur situation et leur parcours. Pour d'autres encore (20), nous connaissions leur situation actuelle sans avoir d'informations sur le parcours suivi.

Ces éléments nous ont permis de mener différentes analyses: la situation des jeunes au moment du deuxième recueil de données, les parcours suivis ainsi que la façon dont cette période est vécue.

2) Le suivi de dossiers a été rendu possible par l'association «Transition Ecole Métier» (TEM), avec laquelle nous avons déjà collaboré pour le premier volet de la recherche. Nous la remercions vivement pour sa contribution à cette recherche.

QUATRE ANS APRÈS L'ARRÊT:

UNE PHOTOGRAPHIE DE LA SITUATION DES JEUNES

Notre première analyse a consisté à décrire la situation des jeunes au moment du deuxième entretien. Cette analyse de départ concerne les 42 jeunes pour lesquel-le-s nous avons pu obtenir des informations. Il est à noter que le suivi de dossiers administratifs de 11 jeunes ne nous permet pas de savoir ce qu'elles et ils ont entrepris à la suite de leur formation (9) ou d'un nouvel arrêt (2)³⁾.

La situation des jeunes est la suivante:

Situation	Nbre
En formation	20
<i>Qualifiante</i>	
<i>Non qualifiante</i>	1
En emploi	9
<i>Qualifié</i>	
<i>Non qualifié</i>	1
Au chômage	1
Sans activité	1
Personnes dont nous n'avons pas d'information pour la suite	11
<i>Formation achevée</i>	
<i>Nouvel arrêt</i>	2
Total	42

La majorité des jeunes est en formation (20): la plupart ont choisi une filière similaire, à savoir une formation professionnelle duale visant un certificat fédéral de capacité (CFC); quelques personnes suivent une formation professionnelle en école à plein temps. Une personne suit une formation initiale en deux ans visant une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) et une autre est en préapprentissage.

3) Les données récoltées nous informent néanmoins que les deux personnes ayant vécu un nouvel arrêt n'avaient pas repris de formation en 2010, du moins dans le système public vaudois.

Un deuxième groupe important de personnes est engagé dans le monde du travail (9). Huit d'entre elles ont obtenu leur diplôme (CFC ou AFP). Leur situation d'emploi reflète les différentes possibilités en termes de contrat (à durée déterminée ou indéterminée) et de pourcentage (temps plein ou partiel). Une personne n'a pas achevé sa formation et occupe un emploi non qualifié.

A cela s'ajoute le cas de deux personnes qui ne sont pas inscrites dans une formation ou un emploi au moment de la deuxième récolte de données. L'une bénéficie des indemnités chômage; l'autre est sans activité et n'est pas inscrite au chômage.

La photographie de la situation des jeunes au moment de la deuxième recherche donne une image positive des suites d'un arrêt d'apprentissage, la majorité des jeunes ayant repris une formation ou l'ayant achevée. Cela permet de relativiser l'impact d'un arrêt de formation et de ne pas assimiler tout arrêt à une rupture. Cependant, nous pouvons nous étonner qu'après quatre ans la plupart des jeunes soient encore en formation, et parfois en première ou en deuxième année. Reconstituer les parcours suivis par les jeunes après l'arrêt permet de mieux comprendre ce qui s'est passé.

Les parcours apparaissent comme très hétérogènes. Certains se caractérisent par leur linéarité (nouvelle place d'apprentissage – diplôme – premier emploi). D'autres se distinguent par leur discontinuité. Celle-ci est manifeste à travers la présence de divers temps de transition. D'une part, l'arrêt est souvent suivi d'un temps de transition avant la reprise d'une formation, ce que nous avons appelé la transition 1 ½ (T1 ½). D'autre part, le passage au premier emploi ne se fait pas de façon directe une fois le CFC obtenu. Il laisse apparaître un autre temps de transition entre la fin de la formation et l'emploi (T2)⁴⁾. Certains parcours présentent de plus fortes discontinuités: nouvel arrêt d'apprentissage, abandon de toute formation, alternance d'emplois de courte durée et de temps de transition.

La complexité des parcours consécutifs à un arrêt se manifeste également à travers la durée des temps de transition et leur composition. Ces périodes, particulièrement T1 ½, peuvent en effet être relativement longues: de six mois à trois ans. Elles sont souvent orientées vers la recherche d'une nouvelle formation ou place d'apprentissage, et se caractérisent par une alternance importante, voire un cumul, de différentes

4) Le temps de transition T2 est appelé ainsi en contraste avec le seuil de transition T1 qui désigne le passage de l'école obligatoire à la formation secondaire II. La transition T1 ½ apparaît de façon inédite dans nos résultats et est propre aux parcours suivant un arrêt.



situations: passage par des structures d'aide à la transition, stages, petits jobs, périodes de chômage ou sans activité.

Une partie des jeunes interviewé-e-s fait également l'expérience de l'inactivité durant ces périodes. Cela contraste fortement avec les périodes caractérisées par le cumul d'activités. La période d'inactivité peut, elle aussi, être brève (un mois) ou s'étendre jusqu'à une durée considérable (un an et demi).

«Pendant cette période, c'est vrai que mes journées, je les passais chez moi à dormir, regarder la télé, ordinateur et le soir je sortais. Et puis après, pendant une année et demi j'ai vogué entre les deux magasins de sports A. et puis S. Et puis ensuite, j'ai fait plein de stages et tout et j'ai trouvé. [...] Alors en fait, une année et demie j'ai travaillé. Et une année et demie j'ai rien fait. Mais je dois dire c'est long une année et demie à rien faire. »

(ex-apprentie employée de commerce, en formation de gestionnaire de commerce de détail)

Ainsi, si la fréquence de reprise de formation met en évidence que tout arrêt ne doit pas être interprété comme une rupture, la complexité des parcours suggère néanmoins la difficulté de reprendre une formation et de trouver un premier emploi. Les parcours consécutifs à un arrêt apparaissent dès lors comme longs et complexes, loin du parcours «idéal» linéaire (école obligatoire – formation – emploi).

Alors que certain-e-s jeunes n'ont pas de difficulté particulière à vivre ces parcours, d'autres sont davantage fragilisé-e-s. C'est ce que nous verrons dans la section suivante.

L'IMPACT DE L'ARRÊT SUR LES PARCOURS

Centrale dans les propos des jeunes au sujet de l'arrêt d'apprentissage (premier volet de la recherche), la souffrance apparaît également de façon importante quand elles et ils font le récit de leur parcours après l'arrêt.

La souffrance peut premièrement être comprise comme le contrecoup de l'arrêt lui-même. Source de malaise directement perceptible durant la période de résiliation du contrat, l'impact de l'arrêt apparaît à nouveau durant la période qui suit, illustrant à quel point cette épreuve a fragilisé les jeunes interviewé-e-s.

L'impact de l'arrêt peut se manifester à différents moments du parcours, et fréquemment lorsque la situation de la personne s'est régularisée et qu'elle a retrouvé une formation.

«Quand j'ai arrêté mon apprentissage, ça m'a mis énormément en bas. Pendant une année j'étais vraiment au plus bas [...] Après avoir trouvé cette place au mois d'octobre de ma deuxième année, j'ai complètement explosé en fait, mentalement, physiquement, ça allait plus du tout. Donc j'ai fait six mois d'apprentissage à 50%. [...] Donc grosse dépression, antidépresseurs... [...] C'était le moment où je devais être soignée, parce que faire une tentative de suicide...»

(employée de commerce diplômée, assistante de direction)

Les symptômes évoqués dans de nombreux témoignages (dépression, tentative de suicide) peuvent être vus comme les séquelles des souffrances vécues auparavant, que ce soit lors de la première expérience en formation professionnelle ou lors de l'arrêt lui-même. Ces symptômes montrent l'ampleur de la souffrance mais aussi sa persistance au fil des parcours consécutifs à un arrêt.



Une deuxième source de malaise émerge des témoignages. Les jeunes interviewé-e-s ne sont pas seulement fragilisé-e-s par l'expérience de l'arrêt mais aussi par les parcours longs et discontinus. Si la forte alternance et le cumul d'activités durant les temps de transition peuvent être sources de souffrance, c'est surtout les périodes d'inactivité qui sont les plus mal vécues par les jeunes. Les jeunes font souvent mention d'un état léthargique pour l'évoquer.

«C'était du laisser-aller complet. J'avais envie de rien faire. Je restais à la maison et puis je laissais traîner, j'avais des piles de lettres à envoyer et puis j'envoyais pas. Et puis, en même temps j'avais envie de m'en sortir mais j'avais rien envie de faire pour.»

(ex-apprentie esthéticienne,
en formation d'assistante en soins)

S'ajoute à cela un marché des places d'apprentissage tendu et l'inquiétude d'avoir des difficultés à trouver une entreprise prête à leur donner une chance après un arrêt.

Un portrait assez sombre des parcours après l'arrêt ressort ainsi des témoignages des jeunes. L'impact de l'arrêt et de la période le précédant mais aussi les périodes de transition sont sources de souffrance, malaise et inquiétude. En témoignent les différents termes utilisés pour les désigner: «mauvaise expérience», «galère», «la période la plus dure», «parcours de guerre». Toutefois, les propos des jeunes mettent aussi en évidence la face positive de cette période. Cette dernière est vécue comme un moment-clé de leur parcours qui leur a permis de réfléchir à la profession qu'elles et ils voulaient exercer, de gagner en maturité, en estime et en assurance.

Ainsi, les jeunes vivent fréquemment l'expérience de l'arrêt et ce qui suit comme une épreuve. Lorsque celle-ci a été surmontée, elle laisse place à un sentiment de soulagement et de fierté d'en être sorti-e gagnant-e.

«C'est comme si c'était un parcours de guerre et puis qu'on ait réussi, puis après on est tranquille. »

(assistante dentaire diplômée)

Cependant, certain-e-s jeunes ne parviennent pas à donner un sens à cette épreuve, ni à la dépasser. L'arrêt représente alors une rupture avec le monde de la formation, ce qui peut fragiliser la suite de leur parcours et particulièrement leur entrée dans le monde du travail.

LES RÉSEAUX MOBILISÉS PAR LES JEUNES

Il apparaît important de pouvoir bénéficier de solides réseaux pour traverser les différents moments de la transition. Etudier les réseaux dont les jeunes bénéficient et qu'elles et ils mobilisent, s'intéresser aux types de soutien qu'ils procurent permet de comprendre comment, après un arrêt de formation, les jeunes parviennent à traverser les difficultés, à retrouver une place d'apprentissage ou à trouver un premier emploi, et finalement à se retrouver dans des situations globalement positives.

Trois types de réseaux peuvent être distingués: le réseau familial, composé des parents au sens large ainsi que des ami-e-s; le réseau professionnel, qui comprend les patron-ne-s, les enseignant-e-s, les personnes formatrices ainsi que les collègues d'entreprise et d'école; et le réseau institutionnel, constitué des différentes structures d'aide à la transition, de l'assurance chômage, des commissions d'apprentissage et des services sociaux.

Un premier élément est à relever. Il s'agit de la centralité du réseau familial. En effet, il apparaît comme le principal, parfois l'unique, réseau utilisé, et ce à tous les moments de la transition école-travail: lors de la recherche d'une place d'apprentissage, lors des premières difficultés avant l'arrêt et au moment précis de celui-ci, lors de la recherche de solutions après une interruption de formation, lors de la recherche d'une nouvelle place d'apprentissage, et enfin lors de la recherche d'un premier emploi. Cette place centrale des proches dans le réseau des jeunes soulève des questions, notamment pour celles et ceux qui ne pourraient pas en bénéficier (parents récemment arrivés en Suisse, parents peu ou pas insérés, etc.).

Notre analyse a deuxièmement mis en évidence l'existence parallèle des différents réseaux mentionnés. Ils sont caractérisés par la faiblesse, voire l'absence, de connexion entre eux. De même, les structures au sein d'un même réseau ne communiquent pas nécessairement: ainsi, les structures



de transition liées au chômage n'ont pas de contacts avec celles liées aux apprenti-e-s en difficultés, ou les enseignant-e-s professionnel-le-s ne discutent guère avec les formateurs et formatrices en entreprise.

Cependant, si ces différents types de réseaux ne travaillent que rarement main dans la main, ils offrent globalement les mêmes types de soutien, à savoir un soutien moral (écoute, présence, empathie); un soutien concret (soutien financier, logement, appui scolaire, aide à la recherche d'emploi); un soutien informatif (aide à la réorientation, suivi des postulations).

Il existe également des situations où les jeunes ne bénéficient d'aucun soutien; cette situation peut s'expliquer par une absence du réseau familial, par une méconnaissance des réseaux institutionnels, par une faible implication du milieu professionnel et scolaire.

Il s'agit également de souligner que les jeunes sont déjà conscient-e-s de l'importance de pouvoir bénéficier de réseaux et de les activer.

«Si on a, enfin j'ai envie de dire, si on a les bonnes personnes qui sont derrière vous [...] Parce que sans elles, je serais pas devenue grand'chose! Ouais, ça aurait pu tourner mal.»

(ex-apprentie employée de commerce, en formation de gestionnaire de vente)

Enfin, nous constatons que le recours des jeunes aux réseaux évolue. Si en T1, ce sont clairement les réseaux de proximité qui sont mobilisés, les jeunes commencent à activer plus facilement d'autres réseaux par la suite. Grâce à leur expérience en formation professionnelle, de nouveaux liens se sont développés et permettent la constitution d'un premier réseau professionnel et l'élargissement du réseau institutionnel.

LA CENTRALITÉ DU TRAVAIL MALGRÉ TOUT

Le dernier aspect que nous avons choisi de mettre en évidence est la centralité que le travail revêt pour ces jeunes, et ce malgré les difficultés de leur première rencontre avec le monde professionnel.

La centralité du travail apparaît indirectement dans la manière dont les jeunes vivent et considèrent les périodes d'inactivité et de chômage. Ces périodes apparaissent en effet comme fortement anxiogènes car elles renvoient à certaines représentations sociales négatives: celles de la figure du décrocheur, du chômeur. Ces représentations sociales font que, dans nombre de situations lors de la T1 ½ ou de la T2, les personnes refusent de s'inscrire au chômage et de bénéficier des mesures qui y sont liées.

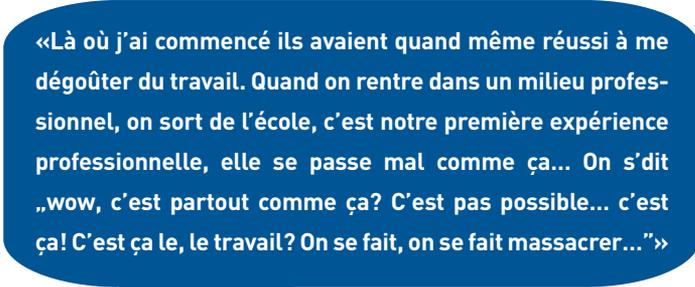
Le vécu négatif de l'inactivité mais aussi le regard critique qu'elles et ils portent sur le chômage montrent que ces jeunes souhaitent avant tout être des personnes actives. C'est cela qui les a poussé-e-s à choisir la formation professionnelle, c'est cela qui les motive à chercher une nouvelle place d'apprentissage, c'est cela encore qui les pousse à accepter un poste précaire ou à accepter un emploi non qualifié.

Le travail paraît dès lors central pour trouver sa place dans la société, pour se définir socialement. Pour ces jeunes, le modèle reste donc celui d'un emploi salarié comme principal vecteur d'insertion professionnelle et sociale.

Cependant, le travail n'est pas idéalisé. A travers leur expérience en formation professionnelle, ces jeunes ont été socialisé-e-s très tôt aux réalités professionnelles, aux enjeux et aux difficultés du marché du travail. Cette première confrontation leur a donné une image du monde du travail souvent assez fidèle à la réalité.

Ce réalisme tend parfois à une vision désenchantée du travail. Une première expérience douloureuse, un parcours après l'arrêt complexe et

discontinu conduisent en effet certain-e-s jeunes à une forme de désillusion face au monde du travail.



«Là où j'ai commencé ils avaient quand même réussi à me dégoûter du travail. Quand on rentre dans un milieu professionnel, on sort de l'école, c'est notre première expérience professionnelle, elle se passe mal comme ça... On s'dit „wow, c'est partout comme ça? C'est pas possible... c'est ça! C'est ça le, le travail? On se fait, on se fait massacrer...”»

(gardienne d'animaux diplômée)

De nombreux jeunes parviennent à dépasser cette représentation négative de la formation professionnelle et du travail, souvent aidé-e-s par une deuxième expérience plus positive. Pour d'autres au contraire, cette représentation négative les conduit à une rupture avec le monde de la formation et par conséquent vers des formes d'insertion plus précaires.

UNE ÉPREUVE D'INITIATION

L'impact de l'arrêt sur les parcours de formation peut être nuancé au vu de la situation des jeunes quatre ans après: la majorité des jeunes connaît une situation globalement positive, elle est en formation ou en emploi après avoir obtenu son diplôme.

Cependant, les parcours des jeunes présentent une réalité complexe. Nous l'avons vu dans la variété des situations qui les composent ainsi que dans la durée des périodes de transition.

Ainsi, tout arrêt n'équivaut pas à une rupture de formation, mais tend à fragiliser les jeunes et à rendre plus éprouvant encore le passage de l'école au monde du travail.

L'arrêt et le parcours qui suit participent dès lors d'une épreuve d'initiation, une forme de familiarisation au monde du travail, à ses contraintes, à sa rudesse. Il s'agit d'une épreuve exigeante dont l'issue repose fortement sur le sens que les jeunes arrivent à donner à leur expérience mais aussi sur les réseaux qu'elles et ils parviennent à mobiliser pour reprendre une formation, retrouver une place d'apprentissage, se relever. Cette épreuve est d'autant plus exigeante que c'est de son issue que dépend l'entrée dans le monde du travail. Le risque est grand que certain-e-s jeunes ne parviennent pas à la surmonter et se retrouvent dans des formes précaires d'insertion professionnelle.

ACCOMPAGNER ET FACILITER LES PARCOURS CONSÉCUTIFS À UN ARRÊT

Tout comme le phénomène des arrêts prématurés, les parcours consécutifs à un arrêt recouvrent des réalités très diverses. Pour accompagner et faciliter ces parcours, les mesures doivent donc s'adapter à cette complexité et se situer à différents niveaux.

Accompagner les jeunes après l'arrêt

Les premières mesures qui peuvent être envisagées portent directement sur les jeunes ayant été confronté-e-s à un arrêt. Il paraît tout d'abord central de les soutenir après l'arrêt ainsi que durant la période de transition qui suit afin de les aider à reprendre une formation et à retrouver une place d'apprentissage. Les renseigner sur les différentes aides institutionnelles auxquelles elles et ils peuvent avoir accès est primordial vu le manque de connaissances qu'elles et ils manifestent fréquemment à ce sujet dans les témoignages.

Il serait aussi important de les sensibiliser aux risques que représente un arrêt pour leur parcours tout en les aidant à donner du sens à leur expérience. Parler de leur situation, de leurs difficultés et de leur souffrance, individuellement mais aussi avec d'autres personnes ayant vécu un arrêt, pourrait être une manière de les accompagner. Un travail de sensibilisation en amont pourrait également être effectué auprès de

jeunes en fin de scolarité ou en début de formation professionnelle. Ce serait l'occasion de les sensibiliser à la réalité, parfois difficile, de la formation professionnelle et de les préparer aux différentes étapes de la transition de l'école au monde du travail, y compris la période de transition suivant un arrêt.

Enfin, sensibiliser les responsables de formation (enseignant-e-s professionnel-le-s, formateurs et formatrices en entreprise) aux suites d'un arrêt prématuré pourrait être un moyen de souligner leur rôle clef dans l'accompagnement des jeunes en formation et après un arrêt.

Sensibiliser les entreprises

Le deuxième type de mesures concerne plus directement les entreprises. Il s'agit d'aider celles ayant été confrontées à un arrêt prématuré à comprendre et à relativiser leur expérience négative afin de les encourager à poursuivre leur mission formatrice. En effet, suite à certaines situations difficiles, l'absence de soutien aux personnes formatrices a pour conséquence qu'elles renoncent à former.

Il faudrait également encourager les entreprises à donner une chance aux apprenti-e-s ayant connu un arrêt en les sensibilisant aux multiples facteurs pouvant expliquer un arrêt ainsi qu'à la situation des jeunes après un arrêt.

Il serait aussi important de valoriser le réseau dont bénéficient les entreprises. En effet, par leur ancrage dans un tissu économique, elles peuvent faire profiter leurs apprenti-e-s d'un réseau professionnel étendu et par conséquent les soutenir lors de la transition entre l'école et le monde du travail. Le recours à ce réseau pourrait être mis à profit dans la recherche d'une nouvelle place d'apprentissage après un arrêt ou dans la recherche d'un premier emploi.

Finalement, une meilleure insertion des entreprises dans les réseaux institutionnels serait une façon de rendre plus aisée et rapide la prise en charge de jeunes en difficulté que ce soit avant ou après l'arrêt.

Rendre le réseau institutionnel plus visible

Le troisième niveau d'intervention concerne le réseau institutionnel, actif dans la prise en charge des jeunes en transition de l'école au monde du travail. A ce niveau, il paraît nécessaire de soutenir l'accès des jeunes aux différent-e-s acteurs et actrices de ce réseau. Une première façon de le faire serait de rendre plus visibles les différentes aides institutionnelles possibles : structures d'aide à la transition, case management, assurance chômage, commissions d'apprentissage, services sociaux, etc.

Une deuxième manière de soutenir cet accès serait de renforcer les liens entre les différentes institutions engagées dans l'accompagnement des jeunes en transition: écoles professionnelles, entreprises, structures d'aide à la transition, etc. Cela permettrait une meilleure coordination des mesures existantes et une prise en charge plus efficace des jeunes à la suite d'un arrêt.

Enfin, compte tenu de la prépondérance du réseau familial dans les ressources mobilisées par les jeunes, les différent-e-s acteurs et actrices institutionnel-le-s devraient faire particulièrement attention aux personnes ne disposant pas de telles ressources. Pour ces jeunes, il est d'autant plus important que les diverses structures soient accessibles, facilement reconnaissables et qu'elles proposent des mesures coordonnées.

CONCLUSION

L'objectif de cette brochure était de sensibiliser les différent-e-s acteurs et actrices de la formation professionnelle et plus largement de la transition école-travail aux conséquences d'un arrêt sur le parcours de formation. Certains résultats présentés permettent de relativiser cet impact. D'autres sont cependant à prendre au sérieux afin de prévenir une fragilisation des jeunes au moment de leur entrée dans le monde du travail.

Nous espérons que ces éléments permettront de mieux comprendre les différentes dimensions des suites d'un arrêt de formation ainsi que de souligner l'importance d'un accompagnement adéquat pour aider les jeunes à surmonter ce qui apparaît comme une épreuve significative de leur parcours.

Nous souhaitons aussi mettre à mal certains préjugés et stéréotypes concernant les jeunes ayant vécu un arrêt. Leur détermination à reprendre une formation et la centralité qu'elles et ils donnent au travail devraient permettre de dépasser certaines idées reçues les concernant (manque de motivation, désintérêt pour le travail, absence d'initiative).

Ces résultats soulignent finalement que le passage de l'école au monde du travail peut être un processus complexe, loin de la représentation idéale du parcours linéaire école-formation-emploi. Il est composé de seuils de transition délicats dont le passage demande à être préparé et accompagné.

EHB IFFP IUFFP

EHB

Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung
Kirchlindachstrasse 79 | Postfach | CH-3052 Zollikofen
Telefon +41 31 910 37 70 | Fax +41 31 910 37 01
www.ehb-schweiz.ch | info@ehb-schweiz.ch



IFFP

Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle
Avenue de Longemalle 1 | 1020 Renens
Adresse postale: CP 192 | CH-1000 Lausanne 16 Malley
Téléphone +41 21 621 82 00 | Fax +41 21 621 82 82
www.iffp-suisse.ch | info@iffp-suisse.ch



IUFFP

Istituto Universitario Federale per la Formazione Professionale
Via Besso 84 | CH-6900 Lugano Massagno
Telefono +41 91 960 77 77 | Fax +41 91 960 77 66
www.iuffp-svizzera.ch | info@iuffp-svizzera.ch

